

MARCHE PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

Assistance technique pour le montage, le maintien, et l'audit de Systèmes de Management de l'Energie inspirés de l'ISO 50001 ou certifiés ISO 50001 sur des sites du ministère des Armées

Textes réglementaires :

- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.
- Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Personne publique contractante Maître de l'ouvrage	ÉTAT – MINISTÈRE DES ARMÉES
Représentant du pouvoir adjudicateur	Directeur de l'établissement du Service d'Infrastructure de la Défense Expertise et Production Nationale
Conducteur d'opération	Service d'Infrastructure de la Défense Expertise et Production Nationale Représenté par le Centre Référent en Performance Énergétique
Objet du marché	Assistance technique pour le montage, le maintien, et l'audit de Systèmes de Management de l'Energie inspirés de l'ISO 50001 ou certifiés ISO 50001 sur des sites du ministère des Armées
Procédure	Le marché public est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.
Code CPV	71314200-4 - Services de gestion de l'énergie
Groupe marchandise (GM)	36.04.03 - Étude préalable, audit, expertise liés aux travaux

Table des matières

1.	GLOSSAIRE	4
2.	DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AU MARCHE PUBLIC.....	4
2.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR	4
2.2.	OBJET DU MARCHE	4
2.3.	DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHE	4
2.4.	LIEUX D'EXECUTION	5
2.5.	DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION.....	5
2.5.1.	DUREE DU MARCHE	5
2.5.2.	DELAIS D'EXECUTION	5
2.6.	MONTANT DU MARCHE	5
2.7.	DECOMPOSITION DU CONTRAT : ALLOTISSEMENT ET DECOUPAGE EN TRANCHES.....	6
2.8.	VARIANTES	7
3.	COMMUNICATION AVEC LE TITULAIRE.....	7
4.	PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	7
4.1.	RESTRICTIONS DIVERSES	7
4.2.	CONTROLE NOMINATIF	8
4.3.	CONTROLE DES ACCES.....	8
5.	CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	8
6.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	9
6.1.	OBLIGATION DE CONSEIL	9
6.2.	OBLIGATION D'INFORMATION	9
6.3.	RESPONSABILITE DU TITULAIRE - EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION.....	9
7.	REUNIONS.....	9
8.	LIVRABLES	10
9.	PRIX	10
9.1.	CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	10
9.2.	MODALITES DE VARIATION DES PRIX	10
9.3.	CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES	10
10.	OPERATIONS DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	10
10.1.	VERIFICATIONS	10
10.2.	DECISION APRES VERIFICATION	11
11.	AVANCE	11
12.	CESSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES	11
13.	GARANTIES FINANCIERES	11
14.	MODALITES DE REGLEMENT.....	11
14.1.	TRANSMISSION DES FACTURES.....	11
14.2.	PAIEMENT DES COTRAITANTS.....	12
14.3.	DELAJ DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	12
15.	ASSURANCES ET ATTESTATIONS.....	12
15.1.	ASSURANCES	12
15.2.	DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION.....	13
15.3.	PERSONNEL EMPLOYE POUR L'EXECUTION DU MARCHE	13
15.4.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	13
16.	SOUS-TRAITANCE.....	13
17.	PENALITES.....	14
17.1.	RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
17.2.	ABSENCE AUX REUNIONS.....	14
17.3.	COMPTE-RENDU DE REUNIONS	14
17.4.	PENALITE POUR SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE.....	14
17.5.	NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE.....	14
18.	RESILIATION DU MARCHE.....	15

18.1.	RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE.....	15
18.2.	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	15
18.3.	RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE.....	15
19.	RECOURS.....	15
20.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	16

1. GLOSSAIRE

- **CCAP** : Cahier des Clauses Administratives Particulières
- **SID - R** : Service Infrastructure de la Défense, établissement régional
- **USID** : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense, entité locale
- **MinArm** : Ministère des Armées
- **SMEEn MinArm** : Système de management de l'énergie inspiré de la norme ISO 50001 (version 2018) adaptée aux spécificités du MinArm (définies en Annexe 6.1)
- **SMEEn ISO 50001** : Système de management de l'énergie conforme à la norme NF : ISO 50.001 :2018

2. DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AU MARCHÉ PUBLIC

2.1. POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est :

ETAT – MINISTÈRE DES ARMÉES
Secrétariat général pour l'administration (SGA)
SID EXPERTISE ET PRODUCTION NATIONALE
9 rue Récollets, 78 013 Versailles

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur du service d'infrastructure de la défense EXPERTISE ET PRODUCTION NATIONALE, désigné dans la suite du document par « le RPA ».

2.2. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

- L'assistance technique dans la construction d'un système de management de l'énergie (SMEEn MinArm) sur un site militaire,
- L'assistance technique dans l'amélioration continue de systèmes de management de l'énergie (SMEEn MinArm et SMEEn ISO 50001) existants sur différents sites militaires répartis sur le territoire métropolitain,
- La réalisation de différents types d'audits :
 - Audit permettant de vérifier l'atteinte ou le renouvellement des exigences des SMEEn MinArm
 - Audit permettant de vérifier le maintien du respect des exigences des SMEEn MinArm
 - Audit interne d'un SMEEn ISO 50001 conforme à la norme NF : ISO 50.001 :2018

La description des objectifs, actions et livrables qui seront réalisés par le titulaire sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.3. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT LE MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du **CCAG Prestations intellectuelles**, le marché est régi par les documents ci-après, qui en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement (AE)** du marché, dûment complété et signé par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, et ses annexes éventuelles ;
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** du marché dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, et ses annexes ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** du marché dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'administration fait seul foi, et ses annexes ;
- **La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) ;**
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG PI)**, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- L'offre technique du titulaire dans son mémoire technique et les précisions ou mises au point formulées par le pouvoir adjudicateur lors de la notification de l'acceptation de l'offre, acceptées par le titulaire ;
- **Le (les) avenant(s) éventuel(s)** dûment complété(s) et signé(s) par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur ;

Le marché est établi en un (1) seul exemplaire original. Il est conservé par le SID EPN et fait seul foi en cas de contestation.

2.4. LIEUX D'EXECUTION

Les lieux d'exécution de la mission d'assistance technique au montage ou à l'amélioration continue de SMEn MinArm ainsi que les missions d'audit sont détaillés à l'article 2.2 du CCTP.

2.5. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

2.5.1. DUREE DU MARCHE

En cas de recouvrement des tranches dans le temps, la durée globale maximum prévue pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 2 ans.

Les délais d'exécution partent, pour la tranche ferme, à compter de la date de notification du marché. La décision d'affermissement des tranches optionnelles est notifiée au titulaire par ordre de service.

Pour les tranches optionnelles, le délai d'exécution de la tranche part à compter de la réception l'ordre de service (OS) prescrivant le commencement de chacune des tranches. En effet, les tranches pourront être affermies selon les besoins de l'acheteur public.

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les prestations d'une tranche optionnelle court à compter des dates d'affermissement mentionnées à l'article 1.7 du présent CCAP.

Le titulaire du marché ne peut prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit lorsqu'une tranche optionnelle est affermie avec retard ou n'est pas affermie. La décision de non affermissement appartient uniquement à l'acheteur public.

2.5.2. DELAIS D'EXECUTION

Les différents délais d'exécution afférents aux audits ou visites sont énoncés au CCTP.

Les délais d'exécution des prestations et dates de livraison sont fixées par le maître d'œuvre en cours d'exécution ou suite aux réunions définies à l'article 7 du CCAP et sans possibilité de refus par le titulaire.

En cas d'impossibilité de réalisation des prestations par le titulaire dans les délais impartis motivée légitimement, le titulaire devra transmettre une demande de prolongement d'exécution ou de livraison au maître d'œuvre dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Cette demande devra faire l'objet d'une acceptation par le maître d'œuvre.

2.6. MONTANT DU MARCHE

Le montant estimé du marché est de 95 k€ TTC pour la tranche ferme, 190 k€ TTC pour les deux tranches optionnelles, soit un montant estimatif de 285 000,00€ TTC pour la durée totale du marché.

Répartition des montants :

CRPE	CCAP	Page : 5/16
------	------	-------------

- TF : 95 000,00€ TTC
- TO1 : 95 000,00€ TTC
- TO2 : 95 000,00€ TTC

2.7. DECOMPOSITION DU CONTRAT : ALLOTISSEMENT ET DECOUPAGE EN TRANCHES

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Conformément aux articles L. 2113-10 et R. 2113-3 du code de la commande publique, les prestations du marché constituent un ensemble cohérent qui ne comporte pas de prestations qui pourraient être définies comme distinctes.

Le marché est découpé en trois tranches, 1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles :

Tranche fermes et optionnelles	Objets des prestations	Date d'affermissement et durée d'exécution
TF	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'assistance technique de 9 sites dans le projet de SMEn MinArm ou dans l'amélioration continue de leur SMEn MinArm existant ; ▪ La réalisation de 5 audits visant la vérification ou la surveillance de l'atteinte des exigences des SMEn MinArm. 	De sa date de notification au 01/03/2025
TO1	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'assistance technique de 9 sites dans le projet de SMEn MinArm ou dans l'amélioration continue de leur SMEn MinArm existant ; ▪ La réalisation de 4 audits visant la vérification ou la surveillance de l'atteinte des exigences des SMEn MinArm ; ▪ La réalisation d'un audit interne d'un SMEn ISO 50001 conforme à la norme NF : ISO 50.001 :2018 	Affermissement prévu au plus tard le 01/03/2026 pour une période d'exécution jusqu'au 31/07/2026
TO2	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'assistance technique de 9 sites dans le projet de SMEn MinArm ou dans l'amélioration continue de leur SMEn MinArm existant ; 	Affermissement prévu au plus tard le 01/08/2026 pour une période d'exécution jusqu'au 31/12/2026

	<ul style="list-style-type: none"> La réalisation de 5 audits visant la vérification de l'atteinte ou la surveillance du maintien des exigences des SMEn MinArm. 	
--	---	--

2.8. VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

3. COMMUNICATION AVEC LE TITULAIRE

Tous les documents relatifs au présent marché, destinés au titulaire, lui sont adressés par voie dématérialisée sur la plateforme des achats de l'État.

Les différentes modalités de notifications et informations au titulaire par le pouvoir adjudicateur ou son représentant désigné et qui font courir un délai sont détaillées à l'article 3.1 du CCAG/PI.

Conformément à l'article 3.8 du CCAG/PI, la notification d'une décision ou communication est faite par ordre de service, notamment les décisions d'affermissement des tranches optionnelles. Les ordres de service administratifs sont écrits et signés par les personnes habilitées, datés et notifiés par échanges dématérialisés effectués via la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) ou par tout autre moyen permettant le suivi des échanges.

En ce qui concerne les échanges dématérialisés, la date de notification d'un ordre de service ou la date de réception de la décision ou de l'information transmise au titulaire par message à son adresse électronique correspond à la date d'ouverture du message attestée par un accusé de réception dématérialisé. En l'absence de l'accusé de réception dématérialisé, la date de notification d'un ordre de service ou la date de réception de la décision ou de l'information sera celle du message électronique du titulaire attestant sa réception dématérialisée.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'une décision ou communication appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit à la personne publique, dans un délai de quinze (15) jours, décompté ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG/PI.

Le titulaire se conforme strictement aux décisions ou communications qui lui sont notifiées dans le cadre du marché, qu'elles aient ou non fait l'objet de réserves de sa part.

4. PRESTATIONS INTÉRESSANT LA DÉFENSE – MESURES DE SÉCURITÉ

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/PI relatives aux obligations de confidentialité, de protection des données et aux mesures de confidentialité s'appliquent au présent marché.

4.1. RESTRICTIONS DIVERSES

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations*, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire a l'interdiction de faire mention de l'existence même du marché tout au long de son exécution, ou des principes d'organisation de la sécurité des informations, des équipements et des sites, dans un document autre que contractuel.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs qui ne peuvent utiliser ces informations que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire sans versement d'indemnités ainsi que le prononcé de sanctions pénales.

**Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), surtout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon parce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur.*

4.2. CONTROLE NOMINATIF

Pour des raisons de sécurité, chaque personnel de l'entreprise intervenant sur un terrain militaire est susceptible d'être contrôlé par les services de sécurité militaires habilités. En cas d'avis réservé, restreint ou défavorable du contrôle élémentaire de sécurité, le personnel peut se voir refuser l'accès sur les sites militaires sur simple décision du chef de site.

Pour des raisons de confidentialité, l'administration militaire n'est pas tenue de justifier sa décision. L'entreprise est tenue de respecter la décision du chef de site et, le cas échéant, de remplacer son personnel sans pouvoir justifier de frais ou délai supplémentaire.

Une liste nominative des personnels intervenant sur le site est établie et fournie par le titulaire. Cette liste comporte pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le titulaire fournit à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu du site.

Le titulaire certifie que tous les personnels qu'il emploie pour l'exécution de la mission sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

4.3. CONTROLE DES ACCES

Le titulaire et son personnel ne sont admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis du laissez-passer qui leur est délivré sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande est présentée au service compétent dans les délais qui lui sont notifiés. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel peuvent être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer sont à restituer dès la fin de la mission.

Le titulaire supporte toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

5. CONDITIONS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Le présent marché est mono-attributaire.

Il est conclu au titre des articles L.2124-1, L.2124-2, R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique et soumis aux dispositions du CCAG PI sauf dérogations mentionnées au présent CCAP.

Il donnera lieu à l'affermissement de tranches optionnelles, dont la décision est notifiée au titulaire par ordre de service, conformément aux articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique.

Le titulaire du marché ne peut prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit lorsqu'une tranche optionnelle est affermée avec retard ou n'est pas affermée, correspondant à l'absence de survenance du besoin.

Le titulaire (et ses cotraitants) est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis dans le cadre de l'accomplissement de ses tâches conformément à l'article 4 du présent CCAP.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil s'il relève, lors de ses interventions, des dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Ce devoir de conseil est formel et repose sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

6.2. OBLIGATION D'INFORMATION

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation. L'acheteur s'engage à collaborer avec le titulaire tout au long de l'exécution du marché.

6.3. RESPONSABILITE DU TITULAIRE - EVOLUTION DE LA REGLEMENTATION

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications des cahiers des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette stipulation vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

7. REUNIONS

Conformément aux dispositions de l'article 5.1 du CCTP, le titulaire doit prévoir :

- Une réunion préparatoire de lancement pour chaque tranche, à Lyon. Elle fera l'objet d'un compte-rendu par le titulaire sous 7 jours ouvrés
- Une réunion de suivi mensuel pour chaque SMEn, qui fera l'objet d'un compte rendu sommaire rédigé par le Titulaire et communiqué aux personnes présentes et au CRPE sous 48h
- Une réunion initiale sur chaque site à l'occasion de la visite
- Une réunion de restitution en fin de chaque tranche, à Lyon ou en visioconférence sur les outils agréés par le MinArm

Ces réunions sont programmées à minima 3 semaines à l'avance, avec envoi d'un ordre du jour.

Des réunions supplémentaires peuvent être proposées à la demande du RPA ou du titulaire du marché afin d'aborder les sujets nécessaires à la bonne exécution du marché. Ces réunions ne donnent pas lieu à une facturation supplémentaire.

Selon les besoins, cette réunion se fait sous forme de conférence téléphonique ou vidéoconférence (plusieurs interlocuteurs dispersés géographiquement ou indisponibilité) dans la mesure où la nature des échanges n'impose pas la présence de tous les interlocuteurs, ou dans les bureaux de l'un ou de l'autre des parties.

A l'issue de chaque réunion, un compte-rendu écrit est adressé par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur.

Des réunions de pilotage annuelles ou à la demande pourront également être prévues par le pouvoir adjudicateur si l'actualité le nécessite.

Chaque réunion sera l'occasion d'aborder les points techniques, économiques et administratifs du marché qui permettrait d'améliorer son exécution.

8. LIVRABLES

Les prestations objets du présent marché et les modalités de livraison sont définies à l'article 5.2 du CCTP. Les délais d'exécution sont mentionnés à l'article 2.5.2 du présent CCAG.

9. PRIX

9.1. CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire.

9.2. MODALITES DE VARIATION DES PRIX

Les prix sont fermes et non actualisables.

9.3. CONTENU DES PRIX FORFAITAIRES

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire représentant la valeur de l'ensemble des prestations à exécuter par le titulaire.

Les prix comprennent tous les frais inhérents à l'entreprise :

- Le temps passé,
- La main d'œuvre,
- Le matériel, les outils nécessaires à la réalisation du et des diagnostics,
- Les frais d'études,
- Les frais de déplacement,
- Les assurances,
- Cession des droits,
- La fourniture et la mise en œuvre de tous les équipements liés à la sécurité lors de sa mission.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune omission ou désignation incomplète pour réclamer un supplément de prix.

10. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS

10.1. VERIFICATIONS

Les vérifications seront effectuées par un représentant du conducteur d'opération dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

10.2. DECISION APRES VERIFICATION

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

11. AVANCE

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement du marché subséquent, une avance lui sera versée selon les modalités indiquées aux articles R.2191-3 à R.2191-10 du code de la commande publique ainsi qu'aux articles R.2191-13 et R.2191-14 relatifs au versement et remboursement des avances dans le cadre des marchés à tranches.

Dans le cas où le titulaire ne s'est pas prononcé sur l'acceptation d'une avance, celle-ci sera considérée comme refusée.

Cette avance est accordée au titulaire du marché lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois et n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance.

Le montant de cette avance est égal à 20% du montant du marché. Ce montant est identique pour les sociétés n'ayant pas le statut de PME et pour les PME.

Le délai de versement de l'avance ne pourra excéder 30 jours maximum. Ce délai commencera à courir à compter de la date indiquée dans l'ordre de service prescrivant le début d'exécution des prestations pour chaque tranche affermie.

12. CESSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/PI, il est délivré au titulaire, sur demande écrite au RPA, une copie de l'original du marché en vue de la notification éventuelle d'une cession ou d'un nantissement de créances, conformément à l'article R.2191-46 du code de la commande publique.

13. GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

14. MODALITÉS DE RÈGLEMENT

14.1. TRANSMISSION DES FACTURES

Le règlement du présent marché se fait à l'issue de chaque tranche (ferme et optionnelle), sur présentation d'une facture détaillée.

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme électronique.

En application de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, la transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen la solution mutualisée dénommée « Chorus Pro »*.

Conformément à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, et sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, la facture comporte au minimum les mentions suivantes :

- Le code service exécutant (SID SE : D10711F069) ;
- Le numéro d'engagement juridique et n° marché figurant en annexe de l'acte d'engagement ;
- Le nom, l'adresse et le numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) du titulaire ;
- La domiciliation bancaire du titulaire ;
- Le numéro et date de la facture ;
- Les quantités, prix d'unités, montant HT, TVA et montant TTC.

IMPORTANT

Si un sous-traitant est intervenu, la facture fait apparaître en plus :

- Montant TTC en paiement direct au sous-traitant.

Et est accompagnée de l'acte de sous-traitance.

* Toutes les informations utiles à la mise en œuvre de ces procédures sont disponibles sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

14.2. PAIEMENT DES COTRAITANTS

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

14.3. DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date de constatation de la conformité des prestations aux stipulations contractuelles si cette date est postérieure à la réception de la facture (L.2192-10 et R.2192-10 du CCP).

Les modalités relatives aux intérêts moratoires sont fixées aux articles L.2192-13, L.2193-14 et R.2192-31 à R.2192-36 du CCP.

L'attention du titulaire du marché est appelée sur le retard de paiement généré par son fait, et notamment par sa carence à produire les pièces demandées, nécessaires à la mise à jour du marché et/ou à l'absence d'informations concernant les coordonnées du titulaire du marché :

- Modification de la raison sociale ;
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire ou postale ;
- Retard dans le retour des documents transmis pour signature ;
- Plus généralement, tout motif de retard imputable au titulaire du marché : retard dans la production des documents, facturation au titre d'un autre marché, erreur ou omission dans la facturation, erreur d'adressage des factures et autres documents, etc.

Tous les motifs de retard imputables au titulaire du marché suspendent de plein droit le délai de paiement.

Lorsque le dépassement du délai n'est imputable ni à l'administration, ni au titulaire, ni au comptable assignataire du marché, aucun intérêt moratoire ni indemnité forfaitaire n'est exigible.

15. ASSURANCES ET ATTESTATIONS

15.1. ASSURANCES

Le titulaire du marché (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier au moyen d'une attestation, au moment de la consultation, puis à tout moment en cours d'exécution, d'une assurance garantissant sa responsabilité civile à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG- PI, l'attestation doit être remise dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché au titulaire, et avant tout début d'exécution.

Le titulaire doit être en mesure, à tout moment, de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande du pouvoir adjudicateur.

Il doit, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire, si celle existante n'est pas considérée comme suffisante pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

15.2. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS D'EXECUTION

Afin de prouver, pendant toute la durée du présent marché, qu'il exerce son activité en toute régularité, le titulaire doit remettre, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution dudit marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail. Ces documents doivent être rédigés en français ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Ces marchés intéressant le ministère des armées, leurs titulaires doivent également remettre au pouvoir adjudicateur, tous les 6 mois durant l'exécution des marchés, la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail à savoir la liste nominative des salariés étrangers qu'ils emploient et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette obligation est limitée aux salariés ayant accès aux données relatives à ce marché. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

15.3. PERSONNEL EMPLOYE POUR L'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire du marché certifie sur l'honneur que les prestations sont réalisées avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-1 et L.1221-13 du Code du travail.

Le titulaire du marché s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent, ayant reçu préalablement la formation réglementaire, disposant des habilitations requises et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

15.4. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En application de l'article 27 du CCAG PI, le RPA se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché aux frais et risques du titulaire.

16. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance sont prévues par l'article 12 du CCAG PI.

Si le mandataire ou un cotraitant du marché fait appel à des sous-traitants, il les déclare soit lors de son dépôt ou soit en cours de marché à l'aide du formulaire DC4 dans sa version en vigueur disponible sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>, complété dans son intégralité.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans les conditions des articles R-2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité de la prestation est interdite.

17. PÉNALITÉS

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à l'application de pénalités.

Ces pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable et ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle.

Les pénalités ci-dessous sont cumulatives.

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG/PI, les pénalités sont dues dès le 1er euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le RPA.

17.1. RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé dans la remise des documents demandés au CCTP, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à **50€** par document.

Ce retard correspond au non-respect des délais fixés dans les pièces contractuelles.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités mentionnées ci-avant peuvent être cumulées au cours d'une même période. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI les pénalités de retard inférieures à 1000,00 € ne feront pas l'objet d'une exonération. Elles restent, sauf décision du pouvoir adjudicateur, dues par le titulaire.

17.2. ABSENCE AUX REUNIONS

Pour toute absence aux réunions, auxquelles il aura été dûment convoqué par le RPA, le titulaire du marché se voit appliquer une pénalité forfaitaire HT fixée à **50€**.

17.3. COMPTE-RENDU DE REUNIONS

En cas de retard dans la transmission d'un compte rendu de réunion, le titulaire du marché se voit appliquer une pénalité journalière HT fixée à **50€**.

17.4. PENALITE POUR SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE

Le titulaire encourt une pénalité de **2 000€** HT pour sous-traitance constatée durant l'exécution des prestations n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

17.5. NON-RESPECT DES OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

En cas de non-respect des stipulations de l'article 3 du présent CCAP, relatif aux obligations de confidentialités et mesures de sécurité, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire conformément aux dispositions de l'article 14.2 du CCAG/PI.

18. RESILIATION DU MARCHE

Il peut être mis fin à l'exécution du marché, avant son expiration, qu'il y ait faute ou non du titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet.

En cas de non renouvellement ou de perte de l'attestation de compétence du titulaire portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

18.1. RESILIATION POUR EVENEMENTS LIES AU MARCHE

Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières, l'acheteur peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire conformément aux dispositions de l'article 38 du CCAG/PI.

Par dérogation à ce même article, la résiliation pour ordre de service tardif ne pourra pas faire l'objet d'une indemnisation du titulaire.

18.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

La résiliation du marché pourra être prononcée par le RPA pour un motif d'intérêt général, notamment dans le cas où le besoin de l'acheteur ne serait plus avéré.

Par dérogation aux articles 36 et 40 du CCAG/PI, la résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité de résiliation au profit du titulaire du marché.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire du marché. Elle prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

18.3. RESILIATION POUR FAUTE DU TITULAIRE

Après signature, et en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, sans indemnité, sans mise en demeure préalable et aux frais et risques du titulaire, conformément aux dispositions des articles 36 et 39 du CCAG/PI.

La résiliation du marché pour faute sans indemnité pourra intervenir notamment dans l'hypothèse du non-respect des obligations contractuelles du présent marché.

Les autres motifs de la résiliation pour faute sans indemnité sont ceux définis à l'article 39 du CCAG/PI.

La résiliation sera prononcée de façon expresse par le RPA, précédée d'une mise en demeure et après avoir invité le titulaire à présenter des observations dans un délai de 15 jours, et pourra être prononcée aux frais et risques du titulaire ayant failli à ses obligations contractuelles.

19. RECOURS

Le présent contrat est conclu et sera exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir quant à son existence, son interprétation ou son exécution.

Le tribunal administratif de Versailles est seul compétent pour connaître des litiges nés de l'exécution de ce contrat et de sa procédure de passation. Il peut faire l'objet de recours dans les délais et conditions fixés par le code de justice administrative.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe le tribunal administratif de Versailles :

Tribunal administratif de Versailles 56, avenue de Saint-Cloud 78 000 – Versailles	Courriel : ta-versailles@juradm.fr. Tél : 01 39 20 54 00. Fax : 01 30 21 11 19
--	---

20. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- Article 2.3 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG PI
- Article 12 du présent CCAP déroge à l'article 4.2 du CCAG PI
- Article 17 du présent CCAP déroge à l'article 14.3 du CCAG PI
- Article 17.1 du présent CCAP déroge aux articles 14.1, 14.1.2, 14.1.1, et 14.1.3 du CCAG/PI
- Article 18.1 du présent CCAP déroge à l'article 38 du CCAG/PI
- Article 18.2 du présent CCAP déroge aux articles 36 et 40 du CCAG/PI